

Conférence internationale à Varsovie : Sécurité européenne – Comment éviter la guerre ?

écrit par Nicolas Faure | 4 mai 2024





Géopolitique 30 avril 2024

Dans la capitale polonaise, le Samedi 27 avril, s'est tenue une conférence en mode hybride en présence de nombreux intervenants polonais et internationaux, intitulée "Les problèmes de sécurité en Europe – comment éviter la guerre ?".

Cette conférence a également été l'occasion d'inaugurer officiellement la Fondation Andrzej Lepper de défense des libertés civiles.

Le président de la FS0, Tomasz Jankowski, qui a introduit la conférence par une brève présentation des objectifs poursuivis au sein de cette nouvelle structure a fait remarquer que le thème de la conférence était précisément une question qu'aucun des hommes politiques figurant à la une des médias ne mettait en avant, comme si l'entrée en guerre était d'ores et déjà une fatalité et un fait acquis. Il a également fait référence au comportement inquisiteur des médias à l'égard de ceux qui s'y opposeraient. M.

Jankowski a souligné le rejet total par l'opinion publique d'Europe centrale des machinations de certains dirigeants occidentaux qui encouragent un nouveau conflit aux frontières de l'Europe, avec la menace réelle de le transformer en Troisième Guerre mondiale.

Par la suite, Diana Sosoaca, leader de SOS Roumanie, sénatrice et candidate à la présidence pour les prochaines élections, s'est adressée aux participants. Contrairement à l'image tendancieuse d'une partisane agressive de l'irrédentisme roumain, elle a suggéré dans son discours que Bucarest pourrait organiser des pourparlers de paix entre la Russie et l'Ukraine. Selon elle, des discussions directes entre les deux parties sont la seule solution.

Le député du parti de la Confédération de la couronne polonaise, Roman Fritz, a indiqué que la forme actuelle de la guerre ne mène en réalité à rien d'autre qu'à la mort de toujours plus de jeunes Ukrainiens, qui sont de fait devenus les victimes de la politique des puissances étrangères. Il a évoqué le fait que les dirigeants occidentaux ne sont pas en quête de paix, mais qu'ils cherchent à prolonger la guerre en Ukraine. Il s'agit là de la menace la plus grave qui pèse sur la sécurité du continent depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'orateur suivant, Przemysław Piasta, président de la Fondation polonaise Roman Dmowski, a indiqué avec amertume qu'en définitive "peu de choses dépendent de chacun d'entre nous en ce qui concerne la poursuite de la guerre, mais que, même dans ces conditions, nous devons mener une lutte pour l'éveil des consciences en Pologne, **la répression du système contre les "partisans de la paix" étant la preuve de la justesse de nos actions."**

Les participants ont été rejoints par le colonel suisse Jacques Baud, ancien officier du renseignement, qui a insufflé un peu d'optimisme en affirmant que la guerre ne

franchirait pas les frontières de l'Ukraine, et probablement pas non plus le fleuve Dniepr. Il a démontré que les Russes ne comptaient pas résoudre leurs problèmes de sécurité dans le cadre d'une guerre avec l'OTAN, mais que leur stratégie laissait toujours entrevoir la possibilité d'une escalade. Par conséquent, l'idée d'envoyer des forces occidentales de l'OTAN en Ukraine relève de la provocation.

Adam Śmiech, du comité éditorial de "Myśl Polska", a pris la parole, signalant que la guerre avait atteint un point critique, mais que le plus gros problème était le refus des deux parties de s'avouer vaincues. Włodzimierz Gorki, secrétaire général du mouvement de gauche polonais, lui a répondu que tout était dû à l'absence d'équilibre entre les forces après la guerre froide.

Janos Argelyan, du bureau des affaires étrangères du parti hongrois **Mi Hazank** (Hongrois : Notre patrie), a opté pour une fin de la guerre dès que possible, et a proposé d'organiser des référendums dans les territoires contestés de l'Ukraine, dont les résultats se devraient d'être respectés par les deux parties.

Tamas Szekeres, responsable des affaires internationales au sein du parti bulgare **Vozrezhdenye**, a soutenu cette initiative et a avancé un argument prouvant que le cadre le plus propice à la réconciliation entre les parties belligérantes serait la Bulgarie. Il a également noté que la guerre est un élément de rupture de l'unité des Slaves, utilisé comme instrument par les Anglo-Saxons.

Edward Karolczuk, de l'Association des marxistes polonais, a attiré l'attention sur les questions liées aux classes sociales et aux systèmes oligarchiques en Ukraine et en Russie, qui jouent un rôle sur la nature étrange, de l'avis des observateurs, de certaines actions dans le cadre du conflit en cours. Le secrétaire du syndicat polonais **Krystian Jachacy** lui a répondu en évoquant les avantages

pour les travailleurs, par exemple en Russie, liés à la réindustrialisation, suite à la restauration de l'industrie de l'armement post-soviétique.

Konrad Rekas, un **politologue actif en Écosse**, s'est adressé aux participants en affirmant qu'il fallait pacifier l'Ukraine (au sens strict du terme) et que les pays d'Europe centrale devaient agir conjointement pour protéger les minorités nationales en Ukraine, y compris la minorité polonaise, qui a été laissée pour compte.

Enfin, **Roman Blasko**, un **chroniqueur tchèque membre du parti communiste** de Bohême et de Moravie, a pris la parole pour faire remarquer le choc de deux modèles de civilisation et l'incapacité de l'Occident à se résigner devant la perte du pouvoir de décision qu'il exerçait auparavant dans le monde. Il a suggéré que beaucoup de choses dépendront des élections de cette année aux États-Unis et de l'obstination de l'État dit "profond" à se maintenir au pouvoir.

Les participants à la conférence ont soulevé une série de questions politiques et économiques qui concernent tous les électeurs européens, leur bien-être et leur vision de l'avenir. De nombreux intervenants ont souligné que le **niveau de vie des Européens a baissé en raison des sanctions antirusse, des enveloppes militaires, de l'émigration des entreprises vers les États-Unis et de l'aide apportée à l'agriculture ukrainienne.**

L'attention des invités s'est portée sur les droits des minorités ethniques polonaises, hongroises et roumaines qui sont bafoués par les autorités ukrainiennes.

Un autre sujet abordé concernait une **éventuelle intervention militaire de l'OTAN en Ukraine**, suite aux annonces d'Emmanuel Macron et d'autres politiciens occidentaux. L'attention a été portée sur les projets très particuliers des États-Unis et de l'OTAN d'occuper les régions occidentales de l'Ukraine et sur le caractère inadmissible

d'une telle tournure des événements, qui amènerait l'Europe au bord de la Troisième Guerre mondiale.

Tout au long de la conférence, les participants ont beaucoup échangé et, tout en tombant d'accord sur les impératifs nécessaires à la paix, les différentes idées qui ont été exprimées pourraient être représentatives de l'ensemble de la scène politique polonaise.

Sources :

<https://myslpolska.info/2024/04/28/jak-uniknac-wojny/>

<https://www.english.globalarabnetwork.com/2024/01/02/are-ukraines-neighbors-getting-ready-to-take-over-its-territories/>

Traduit de l'anglais pour Résistance Républicaine,

Nicolas Faure